

## Pourquoi Israël n'est pas différent des « colonies »

### Description

Par Maureen Clare Murphy, le 19 juillet 2021



Cette capture d'écran d'une vidéo publiée par B'Tselem semble montrer un soldat israélien en uniforme coopérant avec un colon masqué et armé dans le village de Urif au nord de la Cisjordanie le 14 mai

Les Palestiniens qui sont la cible de la colonisation israélienne ont décrié le processus de paix depuis le début, en insistant sur le fait que leur terre et leurs droits ne sont pas sujets à négociation.

Aujourd'hui, [d'importants groupes internationaux de défense des droits humains](#) et un ancien [Secrétaire général des Nations unies](#) se sont détachés du paradigme du processus de paix et appellent à une approche de la situation d'injustice en Palestine qui soit basée sur les droits.

Le cadre de la solution négociée à deux États qui continue à prévaloir a favorisé une culture d'impunité, encourageant Israël à commettre des myriades de sérieuses violations aux droits humains.

La farce de ce processus de paix a permis à la colonisation israélienne des terres palestiniennes de [proliférer](#) depuis que les accords d'Oslo ont été signés par Israël et l'Organisation de libération de la Palestine au milieu des années 1990.

A l'heure actuelle, il y a près de 300 colonies en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, hébergeant plus de 680 000 colons israéliens.

Le transfert de la population civile d'une puissance occupante dans le territoire qu'elle occupe est une violation du droit humanitaire international à usage dans les conflits armés, c'est-à-dire un crime de guerre.

Et celui-ci est actuellement l'objet d'une [enquête](#) de la Cour pénale internationale (CPI), qui poursuit des individus, non des États.

La colonisation israélienne des terres palestiniennes est la raison d'être de l'État.

Donc ce ne devrait pas être une surprise que presque chaque aspect du gouvernement et donc son personnel est impliqué dans l'entreprise de colonisation d'Israël en Cisjordanie occupée.

## Les juges apposent leur tampon sur les crimes de guerre

Ceci est illustré par la tentative d'Israël de déplacer par la force les résidents de [Khirbet Humsa](#), une communauté pastorale du nord de la vallée du Jourdain, plus tôt ce mois-ci.

Bâ' Tselem, un groupe israélien de défense des droits humains, [a dit](#) que la responsabilité des magistrats supérieurs et des ministres devrait être évaluée par la Cour pénale internationale dans son enquête sur le transfert forcé des Palestiniens de leurs terres.

Le 7 juillet, les autorités israéliennes ont déclaré Khirbet Humsa « zone militaire fermée » et ont mis en œuvre « ce crime de guerre approuvé par un tribunal et commis en plein jour », selon les termes de Bâ' Tselem.

Israël « a refusé l'accès aux journalistes, aux militants des droits humains et aux diplomates » pendant que ses forces armées démantelaient les maisons et les structures agricoles appartenant à neuf familles et saisissaient leurs biens.

« Les forces armées ont aussi détruit quatre citernes d'eau, des conduites d'eau, des clôtures et de l'équipement agricole », selon Bâ' Tselem.

L'armée israélienne a chargé la propriété privée des membres de la communauté dans des camions qui ont transporté ces biens à Ein Shibli, une ville où Israël cherche à réinstaller par la force les résidents de Khirbet Humsa.

Israël a cherché à transférer aussi les résidents, mais « les membres de la communauté ont fui dans les montagnes avec leurs troupeaux, laissant vides les bus aménagés pour les transférer de force à Ein Shibli ».

Déclarer les communautés palestiniennes « zones militaires fermées » est une méthode administrative parmi de nombreuses autres utilisées par Israël pour chasser la population autochtone de leurs terres afin qu'elle puisse être remplacée par des colons juifs.

Élimination et remplacement constituent le principe organisateur central de l'État israélien.

Michael Lynk, le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits humains en Cisjordanie et à Gaza, a récemment [appelé](#) « la communauté internationale » à appliquer ses propres lois et à classer les colonies israéliennes comme des crimes de guerre.

« Pour Israël, les colonies servent deux objectifs liés », a dit Lynk au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies le 9 juillet.

« L'un est de garantir que le territoire occupé restera perpétuellement sous contrôle israélien. Un deuxième objectif est de garantir qu'il n'y aura jamais un authentique État palestinien. »

Lynk a décrit les colonies comme le « moteur de cette occupation de 54 ans par Israël, la plus longue du monde moderne ».

---

« Le manque de toute reddition de comptes juridique internationale a permis à Israël d'ignorer des résolutions successives de l'ONU demandant qu'il cesse toutes les activités coloniales, a dit Lynk.

Il a appelé à un plan d'action international pour soutenir l'enquête de la CPI sur l'entreprise de colonisation d'Israël, pour imposer qu'Israël et ses dirigeants responsables des violations du droit international rendent des comptes, et que les Etats membres des Nations unies ne fournissent aucune assistance à Israël qui puisse être utilisée en connexion avec les colonies.

« Une nouvelle approche fondée sur le droit international est le seul chemin vers une fin juste à cette occupation perpétuelle », a déclaré Lynk.

Un tel chemin divergerait du cadre de la solution négociée à deux États imposée par les puissances mondiales pendant les trois dernières décennies.

C'est un paradigme sur lequel le prétendu Quartet du Moyen-Orient à savoir les Nations unies, les Etats-Unis, l'Union européenne et la Russie continue d'insister bien qu'il soit détaché de la réalité sur le terrain : un État permanent d'occupation militaire, d'apartheid et de colonisation.

Le paradigme du processus de paix a permis à ces puissances de contourner la contradiction fondamentale entre l'universalité prétendue des droits humains et le fait qu'Israël, avec l'aide de ses alliés internationaux, a dénié aux Palestiniens la possibilité d'exercer leurs droits universels depuis des décennies.

Il épargne aussi aux puissances mondiales d'avoir à imposer une quelconque mesure de reddition de comptes à Israël pour garantir son respect du droit international.

### **Pas de ligne de démarcation entre Israël et les colonies**

Cette farce devient de plus en plus difficile à maintenir alors qu'il est pratiquement impossible de nier que l'entreprise de colonisation d'Israël est une violation nette du droit international est organisée au plus haut niveau de l'Etat.

Une récente [enquête](#) publiée en anglais par *The Intercept* révèle que des colons et des soldats israéliens « travaillant comme une milice coordonnée » ont tiré sur quatre Palestiniens et les ont tués, en Cisjordanie, au cours d'une seule journée de mai pendant laquelle 11 Palestiniens ont été abattus.

C'est une illustration horrible du brouillage des lignes entre l'État et ses colonies, y compris les avant-postes supposés non-autorisés.

Parmi les Palestiniens tués en Cisjordanie ce jour-là se trouvait Nidal Safadi. Père de trois enfants, futur père d'un quatrième, il a été blessé mortellement, à 25 ans, ce 14 mai.

« Nous ne savons pas si c'est un colon ou un soldat qui l'a abattu », a dit Mazen Shehadeh, le chef du conseil villageois d'Urif, un village du nord de la Cisjordanie où Safadi a été tué.

---

Câ??est Yitzhar, une colonie israÛlienne avec une population connue pour sa violence, harcelant et attaquant depuis longtemps les Palestiniens et leurs biens, qui a empiÛtÛ sur Urif.

Les colons attaquent les Palestiniens avec une [impunitÛ presque universelle](#). La coopÛration entre soldats et colons dans les morts par balles des Palestiniens, quoique choquante, nÛest que le rÛsultat logique de la situation qui a prÛvalu tout au long de dÛcennies du Å« processus de paix Å».

Les colons [fournissent un service clÛ](#) au rÛgime colonisateur en se chargeant de la derniÛre offensive dans un systÛme dÛtat dÛoppression destinÛ Å expulser les Palestiniens de leurs terres.

IsraÛl enveloppe son occupation de la Cisjordanie Å? et son siÛge de Gaza Å? dans le langage de la sÛcuritÛ et du maintien de la loi. Donc il souhaite Åviter que soient diffusÛes les images de la violence complÛtement illÛgale et dÛbridÛe contre les Palestiniens.

IsraÛl et ses alliÛs internationaux prÛfÛreraient Åviter dÛavoir Å rÛpondre aux protestations contre de tels spectacles. Et donc les colons sont freinÛs pÛriodiquement et lâ??apparence dÛun rÛgime lÛgal en Cisjordanie est maintenue pour le bÛnÛfice de la rÛputation dÛIsraÛl Å lâ??Åtranger.

Admettre ouvertement la vÛritÛ, Å savoir quÛil cherche Å coloniser la terre palestinienne, rendrait plus difficile Å IsraÛl de jouir dÛun bon prestige dans la prÛtendue communautÛ internationale. Et donc il a imposÛ une occupation Å« temporaire Å» pour des raisons de Å« sÛcuritÛ Å» en Cisjordanie depuis plus dÛun demi-siÛcle.

Mais quand les vidÛos montrent des soldats et des colons faisant feu ensemble sur des Palestiniens, avec des armes fournies par lâ??armÛe, lâ??absence dÛune ligne de dÛmarcation entre lâ??Åtat et ses colonies est rÛvÛlÛe.

MalgrÛ cela, les complices internationaux dÛIsraÛl continuent de jouer fidÛlement leur rÛle dans cette farce grotesque, insistant sur une solution Å deux Åtats nÛgociÛe qui achÛte du temps Å IsraÛl pour voler encore plus de terre palestinienne Å? avec toute la violence mortelle que cela implique.

*Maureen Clare Murphy est rÛdactrice adjointe Å The Electronic Intifada et vit Å Chicago.*  
[@maureenclarem sur Twitter](#)

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction CG pour lâ??Agence mÛdia Palestine

## Tags

1. 19 juillet 2021
2. analyse
3. colonies
4. colonisation
5. IsraÛl

6. Maureen Clare Murphy
7. The electronic intifada

**date crÃ©e**  
2021/07/22